



CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES

**Achat de mobilier de bureau et mobiliers associés pour la
Caisse des Dépôts et Consignations**

SOMMAIRE

ARTICLE 1 -	OBJET ET PÉRIMÈTRE DU MARCHÉ	3
1.1 -	OBJET.....	3
1.2 -	PERIMETRE DU MARCHÉ.....	4
1.3 -	PRESENTATION DES PARTIES	6
ARTICLE 2 -	PRESTATIONS ATTENDUES	7
2.1 -	OBLIGATION DU TITULAIRE	8
2.2 -	RESPECT DES NORMES ET REGLEMENTS	8
2.3 -	RESPECT DU GUIDE DESIGN	9
ARTICLE 3 -	CONDITIONS D'EXÉCUTIONS	11
3.1 -	JOURS ET HORAIRES D'INTERVENTIONS.....	11
3.2 -	EXECUTION DES PRESTATIONS.....	11
3.3 -	LA COACTIVITE.....	16
3.4 -	MATERIEL, MOYENS DE MANUTENTION ET OUTILLAGE	17
3.5 -	PERSONNEL DU TITULAIRE	17
ARTICLE 4 -	PILOTAGE OPÉRATIONNEL DES PRESTATIONS	19
4.1 -	REUNIONS ET CONTROLE DES PRESTATIONS	19
4.2 -	DISPOSITIF DE CONTROLE DE LA QUALITE	20
4.3 -	AMELIORATION CONTINUE	21
4.4 -	ÉCHANGE DOCUMENTAIRE DIGITALE	21
ARTICLE 5 -	LIVRABLES ATTENDUS	22
5.1 -	REPORTING D'ACTIVITE.....	22
5.2 -	REPORTING RSE - BILAN CARBONE DES PRESTATIONS FOURNIES POUR LA CDC	22
ARTICLE 6 -	DEVELOPPEMENT DURABLE	23
6.1 -	UTILISER DES PRODUITS RESPECTUEUX DE L'ENVIRONNEMENT.....	24
6.2 -	EXIGENCES RELATIVES AU CHOIX DES MATERIAUX	25
6.3 -	LIMITE LES EMBALLAGES	25
6.4 -	MAITRISER L'EMPREINTE ENVIRONNEMENTALE	25
6.5 -	CONTROLLER LE SUIVI DES PRESTATIONS	26

ARTICLE 1 - OBJET ET PÉRIMÈTRE DU MARCHÉ

1.1 - OBJET

Le présent Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) a pour objet la fabrication, la fourniture, le transport, la livraison et le stockage, l'installation et le montage, la réception et le réemploi des différents types de mobiliers et accessoires pour le compte de la Caisse des Dépôts (ci-après la CDC).

Le présent marché a pour objet les lots suivants :

- Lot 1 : Mobilier de bureau : la fabrication, la fourniture, le transport, la livraison et le stockage, l'installation et le montage, la réception des mobiliers de bureau pour le compte de la CDC. Les mobiliers concernés sont les bureaux, les séparateurs, les tables de réunion et les rangements.
- Lot 2 : Fauteuil et siège : la fabrication, la fourniture, le transport, la livraison et le stockage, l'installation et le montage, la réception des fauteuils et sièges pour le compte de la CDC. Les mobiliers concernés sont les sièges de travail, les sièges de réunion.
- Lot 3 : Mobilier image : la fabrication, la fourniture, le transport, la livraison et le stockage, l'installation et le montage, la réception des mobiliers image pour le compte de la CDC. Les mobiliers concernés sont les mobiliers dédiés à un usage collaboratif et convivial.
- Lot 4 : Mobilier de restauration : La fabrication, la fourniture, le transport, la livraison et le stockage, l'installation et le montage, la réception des mobiliers de restauration pour le compte de la CDC. Les mobiliers concernés sont les mobiliers pour les salles de restauration, les cafétérias et les terrasses extérieures.
- Lot 5 : Cabines téléphoniques : la fabrication, la fourniture, le transport, la livraison et le stockage, l'installation et le montage, la réception des cabines téléphoniques pour le compte de la CDC.
- Lot 6 : Objets de décoration : Le sourcing et la proposition, la fourniture, le transport, la livraison et le stockage, l'installation et le montage, la réception des objets de décorations pour le compte de la CDC. Les objets de décorations concernés sont les décorations murales, posées, personnalisée ou évolutif/saisonnier.

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES
(CCTP)

1.2 - PÉRIMÈTRE DU MARCHÉ

1.2.1 - Description du patrimoine

Les immeubles concernés par le présent marché figurent dans le tableau qui suit :

Régions	Sites	Immeubles	Surfaces [m²]	Activités	Niveaux d'occupation
Ile de France	Paris 7	26 rue de Lille 75007 Paris	2.950	Bureaux	2 sous-sols et 6 niveaux
	Paris 7	51 rue de Lille 75007 Paris	6.285	Bureaux	2 sous-sols et 7 niveaux
	Paris 7	56 rue de Lille 75007 Paris	29.480	Bureaux	1 sous-sol et 7 niveaux
	Paris 7	59 rue de Lille 75007 Paris	2.275	Bureaux	1 sous-sol et 8 niveaux
	Paris 7	67 rue de Lille 75007 Paris	3.050	Bureaux	1 sous-sol et 6 niveaux 1 jardin
	Paris 7	15 quai Anatole France 75007 Paris	13.171	Bureaux	3 sous-sols et 8 niveaux
	Paris 7	27 quai Anatole France 75007 Paris	350	Bureaux	1 niveau
	Paris 13	Austerlitz 1 72 avenue Pierre Mendes France 75013 Paris	18.842	Bureaux	1 sous-sol et 8 niveaux
	Paris 13	Austerlitz 2 2 avenue Pierre Mendes France 75013 Paris	~ 16.636	Bureaux	2 sous-sols et 8 niveaux
	Paris 13	Austerlitz 3 15 avenue Pierre Mendes France 75013 Paris	8 867	Bureaux	8 niveaux dont 2 en occupés par un service externe
	Paris 13	Austerlitz 5 (à partir de 2027) 50 avenue Pierre Mendes France 75013 Paris	44.414	Bureaux	3 sous-sols et 7 niveaux
	Paris 13	Austerlitz 6 (à partir de 2027) 60 avenue Pierre Mendes France 75013 Paris	25.000	Bureaux	1 sous-sol et 9 niveaux

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES
(CCTP)

Nouvelle Aquitaine	Bordeaux	Amédée Saint Germain 6 et 7 place des citernes 33800 Bordeaux	26.011	Bureaux	9 niveaux et 1 sous-sol
	Bordeaux	RIE - Amédée Saint Germain 9-11 rue des échoppes		Restaurant	
Pays de la Loire	Angers	Quatuor Gare 21 rue Auguste Gautier 49000 Angers	6.283	Bureaux	8 niveaux
	Angers	Quatuor Eblé 27 rue Jean Zay 49000 Angers	11 069	Bureaux	1 sous-sol et 8 niveaux
	Angers	Cholet 1 rue Manitoba 49300 Cholet	620	Bureau	1 niveau

Les Directions Régionales :

cf. annexe n°1

1.2.2 - Précisions concernant l'évolution du périmètre des sites du patrimoine

Au cours du marché, il est possible que le périmètre d'intervention soit amené à évoluer, à la hausse ou à la baisse, avec l'ajout ou la suppression d'un ou plusieurs bâtiments.

Toute évolution du périmètre d'intervention fera l'objet d'une information au titulaire et fera l'objet d'un avenant dans le respect des règles de la commande publique, le cas échéant.

Les modifications de périmètre seront, dans la mesure du possible, communiquées suffisamment à l'avance au titulaire, afin qu'il puisse prendre les dispositions nécessaires en termes d'organisation.

Il est notamment précisé au titulaire que le présent marché s'inscrit dans le cadre de trois projets majeurs :

- Le projet d'aménagement de Paris de 4500 postes de travail sur environ 70 000 m² pour une livraison 3^{ème} trimestre 2027,
- Le projet post aménagement d'Angers sur environ 15 000 m² pour 2026 avec réassort à suivre (principalement sur le lot 6),
- Le post aménagement de Bordeaux sur 26 000 m² pour 2025 avec réassort à suivre (principalement sur le lot 1).

Attention : Il s'agit d'un volume **estimatif** de commandes.

1.3 - PRÉSENTATION DES PARTIES

1.3.1 - Représentation de la CDC

A la notification du marché, la CDC désigne un représentant qui est l'interlocuteur principal du titulaire. Dans le cadre des commandes de « prestations de projet » il est l'interlocuteur principal du titulaire. Dans le cadre des prestations courantes, pour les commandes de moins de 50 unités, la CDC désigne un interlocuteur par regroupement géographique (Paris, Angers, Bordeaux, directions régionales) ».

Il sont responsables :

- Du contrôle de la qualité des prestations,
- Des demandes de chiffrage,
- De la vérification et validation des devis et plans 2D/3D,
- Des commandes effectuées par les correspondants.

Pour chaque demande de prestation, la CDC désigne un correspondant dédié qui sera responsable du suivi de l'exécution des prestations chiffrées.

Le correspondant à la charge :

- Du passage en commande des devis validés par le responsable et la transmission des bons de commande,
- De l'organisation et la planification de la prestation,
- De vérifier la conformité du montage, du bon fonctionnement et des installations,
- De contrôler la qualité et les quantitatifs installés,
- De suivre la levée des réserves et demandes de réajustement des mobiliers.

Le représentant de la CDC notifie toute modification de l'interlocuteur au titulaire.

1.3.2 - Représentation du titulaire

Le titulaire désigne un responsable du marché qui est l'interlocuteur principal de la CDC. Le titulaire désigne également un suppléant pour la durée du marché, en cas d'absence du responsable principal. Ils sont garants des engagements contractuels du titulaire.

En cas de modification de l'interlocuteur référents et/ou de ses coordonnées et afin d'assurer la continuité de la relation client, le titulaire s'engage à en informer, dans un délai d'un mois à l'avance, le représentant de la CDC à la condition que le profil proposé soit équivalent à celui validé à la notification du marché.

Il est responsable :

- Du respect du suivi des prestations et du calendrier,
- Du contrôle de la qualité des prestations,
- De l'organisation du travail,

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES (CCTP)

- Du suivi des sous-traitants,
- De la communication auprès des représentants de la CDC,
- De la discipline du chantier et du personnel et du respect du plan de prévention.

Le responsable est présent sur site sur demande de la CDC. Il est présent sur les réunions de lancement de projet et aux réunions de suivi programmées à l'initiative de la CDC.

Un chef d'équipe / chef de chantier

L'équipe détachée par le titulaire pour tout chantier est placée sous la responsabilité d'un chef de chantier. Ce dernier devra être présent pour chaque prestation quelle qu'en soit la durée.

Pour les prestations dont la durée d'intervention est supérieure à 2 jours, le chef de chantier est présent à temps complet pendant toute la durée des travaux. Il est remplacé pendant toutes ses absences (congs légaux, arrêt maladie). Le titulaire ne peut être représenté par son sous-traitant.

Le chef d'équipe à la charge de :

- L'organisation de la prestation via un tableau récapitulatif du quantitatif par produit ou par mobilier à installer dans les différents niveaux du bâtiment et ce afin d'aiguiller l'équipe,
- Réaliser une vérification régulière de la conformité du montage,
- Réaliser un contrôle qualitatif et quantitatif des mobiliers,
- Procéder aux réajustements du mobilier en fonction des exigences de la CDC,
- Transmettra régulièrement à la CDC les informations relatives à l'avancement de la prestation,
- Transmettre le compte-rendu de la prestation avec signature du bon de livraison,
- Veiller au nettoyage et à l'évacuation des emballages et autres déchets générés par son intervention.

Le chef de chantier a le pouvoir de prendre toute décision qui s'imposerait sur le chantier, en cas d'absence de réponse/ présence d'un représentant de la CDC.

Le chef de chantier réfère au responsable du marché le suivi de la réalisation des prestations, les décisions prises sont portées par le responsable du marché.

Le chef d'équipe veillera au bon respect de l'environnement et à la bonne marche de l'opération.

ARTICLE 2 - PRESTATIONS ATTENDUES

Les prestations du titulaire s'inscrivent dans l'un des deux cadres suivants :

Prestations courantes : interventions ponctuelles de faible volume (ajout, remplacement ou réaménagement localisé) ;

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES (CCTP)

Prestations de projet : aménagement complet ou partiel d'un plateau, impliquant un plan d'implantation, une coordination avec d'autres lots ;

2.1 - OBLIGATION DU TITULAIRE

Le titulaire doit prendre en compte toute demande émise par la CDC.

Le titulaire est toujours tenu de mener à leurs complets achèvements, toutes les prestations décrites dans le présent document, y compris celles non décrites mais faisant partie intégrante ou nécessaire au complet achèvement de la prestation pour sa parfaite utilisation.

Le titulaire est tenu d'utiliser les techniques vertueuses les plus adaptées pour l'organisation et l'exécution des prestations (emballage, manutention, transport, etc.).

Il est entendu que le titulaire doit suppléer par ses connaissances techniques et professionnelles aux détails qui pourraient être omis dans le présent document et en le représentant de la CDC.

Le titulaire s'engage à :

- Assumer, sous sa responsabilité exclusive, l'organisation du travail, la discipline, le respect des consignes, l'administration et la bonne tenue de son personnel et de ces sous-traitants le cas échéant,
- Contrôler régulièrement le bon déroulement des missions qui lui sont confiées, et le respect des consignes données à son personnel et sous-traitant le cas échéant. Ce qui implique de fournir à ses salariés et sous-traitant tous les documents et matériels leurs permettant la bonne exécution de leurs missions,
- Assurer la permanence de ses prestations, de telle façon que la mission, objet du présent marché, soit parfaitement remplie, et respecte impérativement les délais fixés par le représentant de la CDC,

2.2 - RESPECT DES NORMES ET RÈGLEMENTS

Le titulaire est tenu de se conformer aux normes et règlements objet du présent marché. Les opérations sont exécutées suivant les règles de l'art.

De manière générale, tous les produits proposés et livrés devront être conformes à l'ensemble des normes CE ou équivalents en vigueur, homologuées rendues obligatoires par arrêtés ministériels, ainsi qu'aux éventuelles autres normes qui auraient pu être élaborées en la matière et ayant trait notamment à la santé et à la sécurité des personnes, et en particulier aux normes suivantes ou leurs équivalents :

- Aux normes AFNOR (Association Française de Normalisation), CTBA (Centre Technique du Bois et de l'Ameublement) et/ou normes Européenne en vigueur.
- Aux normes de sécurité, de confort et d'ergonomie de la réglementation du droit de travail,
- Aux recommandations INRS, NF, NFC15100, CEN 207 et éventuellement DIN

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES (CCTP)

En plus des normes standards, les mobiliers certifiés « NF Office Excellence Certifié » ou « NF Environnement » ou équivalent.

Cette liste n'est pas exhaustive et il appartient au titulaire de vérifier la concordance de leur offre avec les différentes normes ou de présenter des équivalents :

- Plan de travail : conformité aux normes NFD 62042 EN 438.1 et EN438.2 et 527.1.
- Rangement : conformité à la norme NFD 62041 (visserie/arrondis) / NF EN 14073 et 14074
- Siège : Conformité aux normes NF EN 1335
 - NFD 61-040 – Fonctions, dimensions, matériaux, revêtements, Dispositions générales, marquage
 - NF D61-041 – Essais de résistance
 - Normes NF EN 13761 pour les Sièges visiteurs
 - Les sièges doivent répondre à la réglementation 4121 du Code du travail
 - NF EN 1728 pour les tests de durabilité
 - Label d'ergonomie répondant aux exigences prescrites par les lignes de conduite de l'UE
- Salle de réunion :
 - Sièges EN 15373 (bientôt EN 16139)
 - Tables EN 15372
 - Rangements EN 16121

Toute évolution de la réglementation en la matière, pendant l'exécution du présent marché, s'impose au titulaire, sans que celui-ci ne puisse opposer une demande de modification du marché pour prendre acte de ce changement. Toute évolution réglementaire impactant le présent marché doit être portée à la connaissance de la Caisse des Dépôts. Sa responsabilité contractuelle est engagée en cas de dommages résultant des règles afférentes à sa profession.

2.3 - RESPECT DU GUIDE DESIGN

Les coloris, matériaux et finitions des mobiliers devront respecter le Guide Design (cf. annexe 2 – Guide Design) et garantir une homogénéité visuelle de l'ensemble des aménagements. Les teintes, textures et revêtements seront sélectionnées à partir des nuanciers proposés par le titulaire et soumis à validation de la CDC à la notification du marché. Les choix devront respecter les principes d'identité visuelle, de cohérence entre les espaces et de qualité perçue.

Si aucune mention spécifique n'est faite relative aux coloris dans le présent CCTP, le titulaire répondra avec des produits présentant une très large gamme de palette de coloris, il précisera le cas échéant pour chaque produit si cette gamme est limitée (par exemple uniquement en noir ou en blanc).

Si une mention spécifique est faite relative aux coloris, le titulaire s'assurera que le produit proposé inclut bien le coloris demandé à minima, sans exclure pour autant une large palette d'autres coloris standards possibles dans son catalogue.

Concernant les finitions tissues, le titulaire répondra avec un milieu de gamme de sa collection qu'il

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES (CCTP)

précisera dans son offre. Une fiche technique sera attendue présentant la composition, la résistance Martindale ou équivalent.

Si aucune mention spécifique n'est faite relative aux autres finitions dans le présent CCTP, il précisera à chaque fois leur nature dans son offre, par exemple stratifié ou mélaminé HR pour les plateaux ou métallique ou bois pour les piètements.

ARTICLE 3 - CONDITIONS D'EXÉCUTIONS

3.1 - JOURS ET HORAIRES D'INTERVENTIONS

Le titulaire intervient aux heures d'ouverture des locaux, entre 7h et 20h du lundi au vendredi en dehors de jours fériés.

Pour les prestations exceptionnelles, il sera possible avec l'accord de la CDC d'intervenir en dehors de ces périodes.

3.2 - EXÉCUTION DES PRESTATIONS

3.2.1 - Processus de gestion des demandes

<u>Libellé</u>	<u>A la charge de la CDC</u>	<u>A la charge du titulaire</u>	<u>Délais</u>
Envoi de la demande de chiffrage par mail	X		Jour J
Reconnaissance des lieux et visite de chiffrage*		X	72 heures ouvrées à compter de la demande de prestation
Envoi du devis et documents associés		X	2 jours ouvrés à compter de la visite de chiffrage
Envoi du bon de commande	X		
Livraison, montage et installation des mobiliers		X	Début dès réception du bon de commande
Reprises et échange des mobiliers		X	
Remise en état des lieux		X	
Réception et signature du bon de livraison	X	X	

Le délai de livraison fait l'objet d'une validation préalable par la CDC.

3.2.2 - Demande de prestation

Pour chaque demande de prestation, la CDC adresse un mail au titulaire.

3.2.3 - Reconnaissance des lieux

Dans le cadre de commande supérieure à 50 unités, ou à la demande de la CDC, une reconnaissance des lieux sera programmée dans un délai de 72 heures à compter du jour de la demande de la CDC notifiée par mail.

Lors de l'élaboration de son devis, le titulaire est réputé avoir pris connaissance des lieux et des conditions de livraison et d'acheminement des mobiliers.

Les sites sont réputés connus du titulaire, en particulier les contraintes relatives à la sécurité des personnes, les modalités d'accès, de circulation et de stationnement.

Dans le cas où le titulaire ne réalise pas de reconnaissance des lieux, il ne pourra pas l'opposer pour justifier tout retard ou toutes demandes économiques complémentaires en sus de son devis.

3.2.4 - Établissement du devis et des documents techniques associés

Le délai d'établissement des devis pour les mobiliers et accessoires à exécuter est fixé à 2 jours ouvrés maximum à compter du jour de la visite pour chiffrage, ou du jour de la demande de prestation. Les prix du devis sont établis à partir des prix fixés dans le Bordereau des prix unitaires (BPU).

Le titulaire adresse le devis au représentant de la CDC concerné par mail.

Des prestations hors BPU seront occasionnelles et rattachées à des prestations liées au BPU, sur la base du catalogue fourni en début de marché.

Le titulaire adresse un catalogue BPU et un catalogue public dans le cadre de son offre, avec une image de chaque modèle proposé, ainsi que, ces dimensions, ces finitions, son prix BPU ou public le cas échéant.

Pour les éléments hors BPU, le titulaire fournira les documents/fiches techniques des équipements proposés. Ces documents sont communiqués avec le devis.

Le délai d'établissement des devis relatifs aux prestations hors BPU à réaliser est fixé à 5 jours ouvrés maximum à compter du jour de la visite pour chiffrage ou de la demande de prestation.

Pour toute commande hors BPU, le titulaire adresse au représentant de la CDC le devis de son fournisseur et la facture d'achat associée.

Le devis sera établi par le titulaire et devra comprendre, à minima, les informations suivantes :

- Descriptif de la prestation demandée ;
- Site, étage et zone concernée ;
- Délai d'approvisionnement et de fabrication ;
- Date de début d'intervention ;
- Durée de l'intervention et date de réception ;
- Prix par application du BPU du marché.

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES (CCTP)

Dans le cadre de commande supérieure à 50 unités, ou à la demande de la CDC, le titulaire joint au devis :

- Un visuel 3D ou axonométrie (en couleur) précisant la référence des mobiliers chiffrés au devis,
- Plan d'implantation 2D.

Le non-respect de ces consignes fera l'objet de pénalités conformément à l'article Pénalités du CCAP.

3.2.5 - Modalité de livraison et stockage des mobiliers et accessoires

Le titulaire assure la totalité des prestations relatives à la fabrication, la fourniture, la livraison, l'installation et le montage des mobiliers et équipements, dédiés à l'exploitation courante des bâtiments et à l'aménagement des prestations de projet, jusqu'à leur mise en œuvre.

Cette prestation inclut :

- La commande auprès du/des fournisseur (s),
- Les frais relatifs au transport des marchandises sur le site,
- La réception sur site des marchandises,
- La manutention des marchandises jusqu'au lieu de mise en œuvre,
- L'installation et le montage des mobiliers et accessoires.

Le titulaire devra adapter les moyens humains et matériels mis à disposition de la CDC en conséquence des volumes de commande afin d'assurer l'ensemble des prestations inclut au niveau de qualité attendu.

Le candidat devra disposer d'un espace de stockage dédié, afin de pré-stocker une partie du mobilier et des équipements nécessaires à la réalisation des prestations.

Ce stockage devra permettre :

1. Une disponibilité immédiate des éléments couramment utilisés,
2. Une réduction des délais de livraison et d'installation,
3. Une meilleure réactivité face aux demandes urgentes ou aux modifications de planning.

Dans le cadre des prestations de projet et des vagues de livraisons intenses ; le titulaire prévoit les ressources humaines et logistiques nécessaires pour gérer des vagues de livraisons intenses afin de garantir le respect des délais, la sécurité et l'intégrité des matériels livrés.

Le titulaire s'assure que les matériaux et matériels commandés et livrés sont conformes aux spécifications du marché. Il s'assure avec le représentant de la CDC de l'ensemble des quantités livrées et de la conformité de l'ensemble des dimensions et coloris.

Le titulaire doit être présent à toutes les livraisons afin de réceptionner le ou les matériaux nécessaires aux installations à réaliser.

Pendant toute la durée de l'exécution de ses prestations et jusqu'à la réception des ouvrages, le titulaire doit protéger ses matériels, outillages et biens même terminés contre le risque de vol, de détournement, de dommages, de dégradations et d'usage non conforme. Cette disposition signifie entre autres que tout vol ou dégradation ne pourra être imputé à la CDC.

Pour toute livraison, le titulaire doit respecter les procédures existantes sur le site, notamment les règles liées à la sureté et à la sécurité.

La livraison des mobiliers et accessoires sur site n'entraîne pas le transfert de propriété et/ou de garde. Lors de la livraison de tout matériel le titulaire contrôle et signe un bon de livraison qu'il transmet au représentant de la CDC.

3.2.6 - Réalisation des prestations

Délais d'exécution des prestations

Le délai d'exécution comprend :

- Le délai d'approvisionnement des mobiliers, y compris le délai de fabrication,
- La date de livraison,
- La durée de réalisation des prestations de livraison, d'installation et de montage des mobiliers.

Les délais d'approvisionnement des mobiliers sont indiqués par le titulaire à l'annexe 3 - « Délais d'approvisionnement et fabrication des mobiliers ».

Le délai de réalisation de la prestation débute dès réception de la commande par le titulaire, ce délai fait l'objet d'une validation préalable par la CDC.

Sous réserve d'aléas non imputables au titulaire, le non-respect du présent article sera susceptible de générer des pénalités de retard prévues au CCAP.

Gestion des nuisances

Dans son organisation de son opération, le titulaire doit prendre en compte le fait que le bâtiment est en exploitation. Ce point concerne notamment les conditions d'interventions dans les locaux (consignes, horaires d'interventions) ainsi que les interférences avec l'exploitation normale du bâtiment.

Pour l'aménagement du Projet Campus, le titulaire doit prendre en compte le fait que les travaux preneurs réalisés dans les bâtiments sont en cours de réception. Ce point concerne notamment les conditions d'intervention en coactivité avec les entreprises travaux.

Les installations doivent engendrer le moins de gêne possible auprès des occupants (des nuisances sonores ou l'entrepôt anarchique de matériels ou matériaux).

En fonction des nuisances, il se peut que l'intervention soit arrêtée sans contreparties.

Le non-respect de ces consignes fera l'objet de pénalité conformément à l'article Pénalités du CCAP.

Exécution de la prestation

Le montage et l'installation des mobiliers doivent correspondre à la demande de la CDC et aux caractéristiques techniques des mobiliers et accessoires, et le cas échéant aux plans d'implantations et aux visuels 2D et/ou 3D validés par la CDC.

Protection et nettoyage des locaux et des installations

Avant le démarrage des prestations le titulaire a la charge de protéger les matériels et mobiliers se trouvant à proximité de sa (ses) zone(s) d'intervention, ainsi que protéger les espaces de passage entre le lieu d'accès des mobiliers et leur lieu d'implantation (les sols, murs, cloisons, ascenseurs, etc.).

Le titulaire est seul responsable de l'évacuation de ses déchets et de la revalorisation. En aucun cas le titulaire utilise la filière de la CDC pour l'évacuation des déchets.

Ces prescriptions s'entendent tant pour les locaux dans lesquels sont réalisés les prestations que pour ceux utilisés pour le passage des intervenants, l'approvisionnement des matériaux et la sortie des matériaux d'emballage.

Le non-respect de ces consignes fera l'objet de pénalité conformément à l'article Pénalités du CCAP.

Dans le cas où la CDC doit se suppléer au titulaire pour l'une de ces prestations décrites ci-dessus, cela fera l'objet d'une réception de la prestation avec une réfaction sur le prix.

3.2.7 - Réception des prestations

Chaque devis fait l'objet d'une réception.

La réception des mobiliers installés et montés est fixée à un délai de 48H après la date de fin de la prestation. En cas de retard, le titulaire informe le représentant de la CDC de la date à laquelle les prestations seront terminées.

Le titulaire a la charge d'inviter le représentant de la CDC à la réception des prestations.

La réception des opérations permet de vérifier :

- La quantité du mobilier installé,
- L'état général des mobiliers,
- La conformité du mobilier et des finitions par rapport à la demande,
- Le test du bon fonctionnement des équipements (fonctionnement des commandes électriques sur les mobiliers concernés, ...),
- De corriger certains défauts d'installation.

Un bon de livraison (BL) est établi par le titulaire et soumis à l'accord de représentant de la CDC.

En cas de réserves, le titulaire précisera au représentant de la CDC le délai nécessaire pour mettre en application des actions correctives, ce délai ne pourra pas excéder 72h. Dans ce cas, une seconde réception sera organisée pour lever les réserves.

En cas de retard vis-à-vis de la date de fin de prestation indiquée dans le devis, le titulaire informe le représentant de la CDC de la date à laquelle les prestations seront terminés.

Le non-respect des délais de levée de réserve fera l'objet de pénalité conformément à l'article Pénalités du CCAP.

3.2.8 - Garantie

L'ensemble des éléments mobiliers, accessoires, éléments électriques et mécaniques du mobilier, devra être d'une qualité correspondant à un engagement fournisseur sur une garantie minimale de 5 ans.

La garantie doit s'appliquer pour tout défaut de matériel ou vice de fabrication. La garantie doit couvrir la structure des mobiliers.

Elle ne couvre pas les vices résultant de :

- Les éléments soumis à une usure normale (tissus, manchettes d'accoudoirs, roulettes, patins, etc...),
- D'une utilisation inappropriée (dommages superficiels, coups, rayures, etc..., des plans de travail, des revêtements et des piétement),
- Les actes de vandalisme.

3.2.9 - Gestion du SAV et échange des mobiliers

Tout mobilier constaté non conforme à la livraison et le mobilier concerné par la garantie (article 3.2.8 « garanti » du présent CCTP), devra faire l'objet d'une reprise ou d'un remplacement.

Cette non-conformité devra être notée et détaillée le plus précisément possible sur le bon de livraison par le représentant du titulaire sous contrôle du représentant de la CDC.

Le titulaire s'engage à trouver des solutions provisoires en attendant l'échange du mobilier (prêt, mise à disposition du mobilier ...)

Dans tous les cas, la procédure d'échange doit être formalisée dans les 24 heures après signalement par mail auprès du représentant du titulaire.

Les interventions de reprise ou d'échange liés à la non-conformité et/ou dans le cadre de la garantie doivent être effectués :

- Sous 3 jours ouvrés pour procéder à toute réparation et constatation de défaut, notifié par mail au titulaire,
- Sous 3 jours ouvrés dès notification par mail, pour le remplacement du mobilier et/ou de pièces de mobilier si l'élément est disponible en stock ou à défaut, dès réception des pièces commandées au fabricant.

Au regard du délai d'approvisionnement du titulaire annoncé dans son offre le remplacement de mobilier et/ou de pièces de mobilier s'effectuera dans un délai maximum de 15 jours ouvrés à compter du constat fait et notifié par mail ; délai au-delà duquel les pénalités prévues au CCAP seront applicables.

3.3 - LA COACTIVITÉ

Certaines opérations pourront être amenées à travailler en coactivité, sous la responsabilité de la CDC.

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES (CCTP)

Dans le cadre de projet d'aménagement, le titulaire pourra être amené à travailler en coactivité, avec les titulaires des marchés de travaux, de déménagement, d'exploitation technique et servicielle.

A la demande de la CDC, le titulaire devra remettre le Plan de prévention et Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé complété et signé à minima 72h avant le lancement de l'opération.

Lors de projet nécessitant la coactivité de plusieurs entreprises, une réunion de lancement de projet sera tenue à la demande du représentant de la CDC.

3.4 - MATÉRIEL, MOYENS DE MANUTENTION ET OUTILLAGE

Lorsque la qualité des matériaux n'est pas fixée dans les descriptifs, le titulaire met en œuvre des matériaux homogènes et de qualité équivalente à ceux rencontrés dans l'immeuble concerné par les prestations.

Le titulaire est garant de la qualité des matériaux mis en œuvre et de la bonne exécution des prestations réalisées.

Le titulaire fournit à son personnel et sous-traitant et sous sa seule responsabilité, l'outillage nécessaire courant ou spécialisé, afin de mener à bien sa mission et répondre aux exigences du présent cahier des charges.

Le titulaire doit fournir :

- Les équipements de manutention (palans, chariot électrique de manutention, moyens de levage, rolls, diables, dollys, ...),
- Les équipements de sécurité du personnel,
- L'ensemble de l'outillage et des consommables nécessaires à la réalisation des prestations d'installation du mobilier.

Le titulaire veille à ce que son personnel n'utilise pas l'outillage et les matériels appartenant à la Caisse des dépôts qui ne sont pas mis normalement à sa disposition dans le cadre du marché.

3.5 - PERSONNEL DU TITULAIRE

Les personnels et sous-traitants du titulaire, en vue de l'exécution des prestations, doivent être préalablement nommément désignés par le titulaire à l'attention de la CDC. Ils sont les seuls autorisés à intervenir sur les sites pour lesquels le présent marché est effectif.

A cet effet, le titulaire remet à la CDC la liste nominative de ces intervenants dans les quinze (15) jours ouvrés au moins avant la date de la première intervention. Des badges nominatifs sont attribués aux intervenants du titulaire lors de leur première venue, pour une durée annuelle. Toute personne se présentant sur le site sans être préalablement annoncée ou ne figurant pas sur la liste, se verra refuser l'accès aux locaux.

Dans le cadre du principe d'hôtellerie de bureau déployé par la CDC, le titulaire doit en permanence

Caisse des dépôts et consignations

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES (CCTP)

adopter un comportement décent et exemplaire vis-à-vis des tiers. Le personnel du titulaire, ou ses éventuels sous-traitants, doivent :

- Être identifiable par le port d'une tenue au nom de l'entreprise.
- Porter une tenue propre chaque jour d'intervention et avoir la possibilité de changer en cours de journée si celle-ci se trouve souillée par les travaux.

Ces dispositions s'appliquent à tous les intervenants même si les prestations qu'ils réalisent sont ponctuelles.

Ce personnel devra faire preuve de discrétion et d'un comportement exempt de tout reproche vis-à-vis des tiers et du personnel. En cas d'infraction aux règles précitées, le titulaire devra agir pour remédier au problème. Le titulaire est responsable de son personnel, en toutes circonstances et pour quelle que cause que ce soit.

ARTICLE 4 - PILOTAGE OPÉRATIONNEL DES PRESTATIONS

4.1 - RÉUNIONS ET CONTRÔLE DES PRESTATIONS

Réunion de lancement de projet

A la demande de la CDC et/ou dans le cas de projets dont la planification nécessite la coactivité avec plusieurs entreprises, le responsable et le chef d'équipe assisteront à la une réunion de lancement de projet prévue à l'initiative de la CDC.

Ces réunions ont pour ordre du jour :

- Présentation du projet (besoins CDC, plans existants et projetés...),
- Présentation du planning (délais, coactivité et impacts le cas échéant),
- Rappel des exigences de qualité,
- Rappel de la maîtrise des risques opérationnels (PP, PPSPS).

Réunions trimestrielles – Suivi de la qualité de la prestation et le suivi du marché

Dans le cadre du suivi global de la bonne exécution du marché, une réunion trimestrielle sera organisée, par le responsable désigné par la CDC et le responsable désigné par le titulaire, avant le 15 du mois suivant la fin du trimestre. Ces réunions ont pour ordre du jour :

- Présenter le livrable de suivi de l'activité (cf. article 5.1) : activité en cours : les opérations terminées, en cours et à venir, les nouveaux matériaux, et les améliorations,
- Les délais de réponse aux demandes de la CDC : les délais d'établissement des devis, les délais d'intervention et les délais de levée de réserve le cas échéant,
- Le suivi financier des prestations : lister les bons de commande reçu manquant, les bons de livraison manquants, les factures manquantes,
- La vérification de la mise à jour documentaire,
- Le suivi des réclamations et de la satisfaction de la CDC,
- Le suivi des contrôles qualités avec présentation des indicateurs de performance,
- Le suivi des mobiliers déployés,
- La veille réglementaire et le suivi des actions de formation du personnel,
- Les pénalités applicables.

Un compte-rendu sera établi par le titulaire à chaque réunion et sera transmis à la Caisse des Dépôts dans les **48 heures ouvrées** suivant la réunion.

La Caisse des Dépôts se réserve le droit d'organiser des réunions supplémentaires, si la situation le justifie.

4.2 - DISPOSITIF DE CONTRÔLE DE LA QUALITÉ

Afin de vérifier l'adéquation de la qualité des services fournis avec les engagements contractuels du titulaire, la Caisse des Dépôts contrôle la bonne exécution de la prestation et met en place des indicateurs de performance.

Les indicateurs évaluent l'activité, la qualité des prestations, les matériaux utilisés et tous les éléments nécessaires à mesurer la performance délivrée par le titulaire.

❖ Indicateur d'activité

➤ Délai de réponse

Indicateur évalué : délais de réponse à chacune des demandes / délais de réponse décrit à l'article 3.2.1.

Seuil attendu : 100% des délais de réponses conformes au présent CCTP

➤ Respect des rendez-vous

Indicateur évalué : présence aux rendez-vous et visites de chantier / nombre de rendez-vous et de visite de chantier

Seuil attendu : 90% de présence aux réunions et visites de chantier demandés par la CDC

❖ Indicateur de qualité

➤ Nombre de mobiliers conformes

Indicateur évalué : nombre de mobiliers livrés et installés non conformes ou endommagés / nombre de mobiliers livrés et installés total

Seuil attendu : 90% des mobiliers livrés et installés conformes sans réserve

➤ Respect des plannings de réalisation des prestations

Indicateur évalué : nombre d'opération respectant le planning / nombre de chantier total

Seuil attendu : 95% des plannings respectés (horaires, délais)

Suivi : 1 constat = 1 mail

❖ **Indicateur de conformité**

➤ Conformité des devis

Indicateur évalué : nombre de devis conformes / nombre de devis total

Seuil attendu : 100% des devis conformes à la demande de prestation et au BPU

Dans le cas où le taux de performance n'atteint pas le seuil défini pour chaque indicateur les pénalités prévues au CCAP seront appliquées.

L'analyse de ces indicateurs de qualité fera l'objet d'un plan d'action.

4.3 - AMÉLIORATION CONTINUE

Dans le cadre du pilotage du marché, le titulaire devra intégrer une démarche d'amélioration continue visant à optimiser la qualité globale du service rendu.

Cette démarche s'appliquera à l'ensemble des phases d'exécution et portera notamment sur :

- L'optimisation des coûts, par la recherche d'économies et la rationalisation des processus internes,
- L'optimisation des délais, par une meilleure planification, anticipation et gestion des aléas,
- L'amélioration de la chaîne de fabrication et d'approvisionnement, en favorisant la fiabilité, la traçabilité et la réduction des non-conformités,
- Le renforcement de la qualité des prestations, à travers un suivi régulier des contrôles, la prise en compte des retours du maître d'ouvrage et la proposition de mesures correctives adaptées.

Le titulaire présentera, lors des réunions de suivi trimestrielles ou bilans intermédiaires, les actions mises en œuvre ou envisagées au titre de cet engagement.

Ces éléments seront repris et documentés dans le reporting d'activité prévu à l'article 5.1.

4.4 - ÉCHANGE DOCUMENTAIRE DIGITALE

La CDC met à disposition du titulaire une plateforme d'échange digital afin de faciliter l'envoi de documents volumineux.

ARTICLE 5 - LIVRABLES ATTENDUS

L'ensemble de ces documents doit être mis à jour régulièrement et peut être demandé à tout moment par le représentant de la CDC.

En cas de retard de production ou de non-production des livrables citées dans le présent article, la Caisse des Dépôts se réserve le droit d'appliquer les pénalités du CCAP.

5.1 - REPORTING D'ACTIVITÉ

Ce document retrace l'activité du titulaire, il fait notamment apparaître :

- Les prestations en cours : le respect du calendrier d'exécution et la conformité des prestations en cours.
- La réception des prestations terminées : les bons de livraison associés et le suivi des réserves le cas échéant.
- La préparation des prestations à venir : la planification, le suivi des devis et la réception des bons de commande (BC).
- Présentation de nouveaux matériaux : fiches techniques
- Pistes d'amélioration : proposition pour le suivi de la qualité des futures prestations (cf. article 4.3. « Amélioration continue »)

Le document de suivi est à transmettre à la CDC 15 jours avant chacune des réunions trimestrielles.

Le reporting trimestriel intègre un tableau de bord synthétique comportant des indicateurs de performance et de durabilité, tels que le taux de réemploi, le volume de déchets valorisés, ainsi que les indicateurs décrits à l'article 4.2 du présent CCTP.

Ces éléments contribueront à la démarche d'amélioration continue portant sur l'optimisation des coûts, des délais, de la chaîne de fabrication et de la qualité des prestations.

5.2 - REPORTING RSE -

Afin de répondre aux engagements RSE de la CDC et permettre de calculer le bilan carbone des opérations/prestations. Le titulaire remet chaque année, au plus tard le **31 janvier de l'année suivante**, un **rapport RSE** relatif aux acquisitions de mobilier réalisées dans le cadre du marché.

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES (CCTP)

En accord avec l'article 58 de la loi AGECE détaillant les acquisitions de mobilier, ce rapport doit démontrer que :

- **20 % minimum** des achats sont issus du **réemploi ou de la réutilisation**
- **20 % minimum** intègrent des **matières recyclées**

Ces proportions sont **cumulatives** : au moins **40 % des dépenses annuelles** doivent répondre à l'une ou l'autre de ces exigences.

Le rapport inclut :

- Un **tableau récapitulatif** des mobiliers acquis (désignation, référence, fournisseur, catégorie, justificatifs)
- Les **fiches techniques et certificats** (labels environnementaux, attestations de reconditionnement, etc.)
- Un fichier récapitulatif de tous les déplacements effectués dans le cadre de la prestation devra être enregistré, en mentionnant les distances parcourues et les moyens de transport utilisés. Le titulaire est encouragé à privilégier, pour ses déplacements et livraisons, l'usage de véhicules à faibles émissions (hybrides, électriques ou équivalents), dans la mesure du possible et en cohérence avec ses moyens logistiques.
- Un reporting spécifique sur le fret devra également être fourni. Celui-ci devra inclure :
 - Les volumes transportés et les distances parcourues,
 - Les types de véhicules ou modes de transport utilisés,
 - Les émissions de gaz à effet de serre associées, exprimées en tonnes équivalent CO₂ (tCO₂e)
 - La méthodologie de calcul utilisée pour l'estimation des émissions.

En cas de non-remise du rapport, ou s'il est incomplet ou non conforme :

- Une **mise en demeure** est adressée avec un délai de **15 jours** pour régulariser
- À défaut, une **pénalité forfaitaire de 1 %** du montant annuel des acquisitions de mobilier est appliquée

ARTICLE 6 - DEVELOPPEMENT DURABLE

Dans le cadre de sa politique de développement durable et en application de la Loi AGECE (article 58), la Caisse des Dépôts engage ses opérations dans une logique de réemploi, de réduction des déchets et de maîtrise des émissions de gaz à effet de serre. Le respect de l'environnement, composante du développement durable, est une valeur fondamentale à laquelle le Groupe Caisse des Dépôts adhère, au même titre que les volets social et sociétal que celui-ci se doit de porter.

Cette approche s'inscrit dans une démarche d'économie circulaire, visant à optimiser l'usage des ressources, prolonger la durée de vie des produits et favoriser la valorisation des mobiliers existants.

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES (CCTP)

À ce titre, la Caisse des Dépôts porte une attention particulière à la sélection de mobiliers éco-conçus, réparables et recyclables, ainsi qu'à la mobilisation de filières locales pour le réemploi, la revalorisation et la transformation des éléments existants.

Le titulaire devra justifier de sa capacité à contribuer à ces objectifs à travers ses méthodes de production, ses partenariats, et son reporting environnemental, démontrant une gestion responsable et vertueuse sur l'ensemble du cycle de vie du mobilier.

Cet engagement fait l'objet d'un reporting RSE périodique (cf. article 5.3 - « Reporting RSE ») qui s'appuie sur les éléments ci-après.

Dans ce contexte, il est demandé au titulaire de :

6.1 - UTILISER DES PRODUITS RESPECTUEUX DE L'ENVIRONNEMENT

Les impacts environnementaux des produits depuis la fabrication jusqu'à la fin du cycle de vie sont à limiter en recherchant une certification environnementale : mobiliers certifiés « NF Office Excellence Certifié ; NF environnement, écolabel européen, Nordic Swann, Ange bleu (www.ecologie.gouv.fr/ecolabels) ou équivalent. Le titulaire transmet à la CDC les certificats des produits qu'il utilise.

Afin de garantir un environnement intérieur sain et conforme aux exigences réglementaires et environnementales, le titulaire devra respecter les dispositions suivantes :

- Émissions de formaldéhyde – Classe E1
Les panneaux de particules utilisés doivent répondre à la classe E1 selon la norme EN 717-2, soit une émission maximale de 0,124 mg de formaldéhyde par m³ d'air. Cette exigence constitue la teneur maximale autorisée en Europe pour les produits certifiés.
- Réduction renforcée des émissions – Norme NF EN 13986
Le titulaire devra fournir des rapports d'essais ou attestations démontrant que les émissions de formaldéhyde des panneaux constitutifs des produits sont inférieures à la moitié des valeurs de classement E1, conformément aux critères de la marque NF Environnement pour l'ameublement.
- Choix de produits de finition sains
Les produits de finition (peintures, vernis, colles, etc.) ne doivent pas contenir de substances nocives telles que cadmium, plomb, chrome VI, mercure ou arsenic. Le titulaire privilégiera l'usage de produits naturels, c'est-à-dire composés majoritairement de matières premières d'origine végétale, minérale ou animale, non synthétisées chimiquement, et ne contenant pas de solvants pétrochimiques, de composés organiques volatils (COV) en quantité significative, ni d'additifs issus de la chimie lourde ou à faible impact environnemental.

6.2 - EXIGENCES RELATIVES AU CHOIX DES MATÉRIAUX

Conformément à l'article 58 de la loi n° 2020-105 du 10 février 2020 relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire, et au décret n° 2024-134 du 21 février 2024, le titulaire s'engage à respecter les proportions minimales suivantes dans le cadre du présent marché de mobilier :

- **Au moins 20 %** du montant total annuel des acquisitions de mobilier doivent être constitués de **produits issus du réemploi ou de la réutilisation**, tels que du mobilier d'occasion, reconditionné ou remanufacturé.
- **Au moins 20 %** doivent être des **produits intégrant des matières recyclées**, c'est-à-dire comportant des matériaux issus du recyclage dans leur composition.

Ces proportions sont **cumulatives**, ce qui signifie qu'au minimum **40 %** des dépenses annuelles liées au mobilier doivent répondre à l'une ou l'autre de ces exigences.

L'appréciation de la conformité des produits proposés se fera exclusivement sur la base des justificatifs fournis par le titulaire.

6.3 - LIMITER LES EMBALLAGES

Le titulaire est tenu d'adopter une démarche responsable en matière d'emballages, selon les prescriptions suivantes :

- **Réduction à la source** : L'usage de suremballages est interdit. Les emballages doivent être conçus en limitant la quantité de matière utilisée, avec **100 % de matériaux recyclables ou renouvelables**. L'éco-conception doit être démontrée par des fiches techniques ou certifications.
- **Réutilisation** : Le titulaire devra proposer **au moins une solution de consigne ou de réutilisation** pour les contenants, et justifier de partenariats actifs avec des acteurs du réemploi.
- **Recyclage** : Tous les emballages doivent comporter un **marquage clair sur leur tri et recyclabilité**. Le titulaire devra fournir une preuve de collaboration avec une ou plusieurs filières de recyclage agréées.

6.4 - MAÎTRISER L'EMPREINTE ENVIRONNEMENTALE

Le titulaire s'engage à minimiser son empreinte environnementale dans l'exécution de la prestation. La chaîne d'approvisionnement devra viser à minimiser les émissions associées à tous les aspects du transport dès l'approvisionnement des matériaux, sur le lieu de fabrication, à la distribution et lors de la livraison finale.

Il recourt à des modes de transport alternatifs et organise ses déplacements selon une planification optimisée, afin de limiter les trajets superflus.

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES (CCTP)

Le titulaire transmet à la Caisse des Dépôts le bilan des déplacements réalisés dans le cadre du marché, conformément aux dispositions de l'article 5.3.

6.5 - CONTRÔLER LE SUIVI DES PRESTATIONS

Pendant la durée du marché, la CDC se réserve le droit d'effectuer des contrôles pour vérifier la conformité du titulaire aux exigences environnementales. Le titulaire est évalué sur ses pratiques RSE, sur la base du renseignement produits périodiquement dans les livrables décrits à l'article 5 et des attentes formulées à l'article 6.

En cas de non-conformité constatée lors des contrôles, la CDC se réserve le droit d'appliquer des pénalités contractuelles, telles que définies à l'article au CCAP, pouvant aller jusqu'à 5 % du montant mensuel du marché. En cas de manquements répétés ou de refus de mise en conformité, la CDC pourra engager une procédure de résiliation pour faute.